



# CAMPUS

## L'incertitude des études à l'étranger

Avec la pandémie, les jeunes qui devaient partir à la rentrée pour un autre pays voient leurs projets contrariés

# O21

Jade aurait dû, mi-août, commencer son année d'échange universitaire à Berkeley, mythique campus de la baie de San Francisco. Un événement que cette étudiante à Sciences Po attendait avec impatience, comme ses camarades de promotion, envoyés pour un an à l'étranger par leur établissement.

Mais l'épidémie de Covid-19 a bouleversé leurs plans. De Berkeley, Jade suivra les cours par écrans interposés, depuis la maison familiale de Montpellier. L'Occitanie plutôt que la Californie. L'étudiante, qui comptait profiter de son immersion pour s'investir dans une association environnementale et randonner dans les parcs californiens, est forcément déçue. « C'est frustrant, je me sens en colère et impuissante. Mais on ne peut pas y faire grand-chose », soupire Jade, 19 ans. Elle espère rejoindre les Etats-Unis début 2021, pour le second semestre universitaire – mais rien n'est moins sûr.

Echanges annulés, reportés ou en ligne : pour les étudiants qui comptaient faire tout ou partie de leurs études à l'étranger à la rentrée universitaire, l'heure est aux changements de plans, aux incertitudes et à la déception. Quand ces séjours s'inscrivent dans des parcours d'études, ils ne sont pas toujours facilement décalables d'une année. Beaucoup vont devoir renoncer à leur projet, passant à côté d'une expérience formatrice, et bien souvent unique dans une vie.

Les situations varient toutefois d'un cas à l'autre. Que cela soit en Espagne, en Australie, aux Etats-Unis ou en Allemagne, chaque établissement élabore sa propre ligne vis-à-vis de l'accueil des étudiants étrangers, selon divers paramètres : les perspectives d'ouverture des frontières, les règles concernant les visas, la capacité à proposer des cursus à distance, les capacités d'accueil tout en respectant les consignes sanitaires...

Les établissements français s'adaptent au cas par cas, avec quelques grandes tendances : si dans l'espace Schengen les « Erasmus » pourront vraisemblablement avoir lieu au moins au second semestre voire dès le premier semestre, hors Europe, ce sont souvent des annulations pures et simples, des propositions de cours à distance, des reports à l'année suivante...

C'est pourquoi la Conférence des présidents d'université (CPU) conseille de limiter autant que possible les départs d'étudiants « hors Schengen », explique Mohamed Amara, président de l'université de Pau, à la tête de la commission internationale de la Conférence des présidents d'université : « Il y a encore trop d'incertitudes. On peut se retrouver avec des étudiants qu'il faudrait rapatrier, avec des billets d'avion hors de prix, des quatorzaines à financer... On a eu notre dose au début du confinement. On ne veut pas mettre les jeunes en difficulté. » Certains ont pris des déci-

sions radicales : à Dauphine ou à l'EM Lyon, aucun étudiant ne partira au premier semestre, en Europe ou hors Europe.

Lorsque ces départs étaient inscrits de manière obligatoire dans un cursus, des solutions sont mises en place. Sciences Po, qui devait envoyer 1350 étudiants pour un an à l'étranger à la rentrée, met sur pied un programme de cours en ligne pour ceux qui ne pourraient pas partir – soit environ 60 % des étudiants. « Je ne dis pas ça avec beaucoup de joie, car ce n'est pas l'expérience qu'ils imaginaient, mais on fait tout pour que ce semestre ait une coloration internationale », explique Vanessa Scherrer, directrice des relations internationales de l'institution de la rue Saint-Guillaume.

Quand c'est possible, les étudiants pourront aussi suivre les cours en ligne de l'université étrangère dans laquelle ils devaient aller, comme à l'Edhec. « Certes, ils ne font pas vivre une dimension essentielle de l'expérience internationale, à savoir la confrontation à l'altérité, la découverte d'une autre culture, l'expérience de se retrouver en minorité. Mais ils pourront découvrir un autre enseignement, une autre pédagogie », tempère Richard Perrin, directeur des relations internationales de cette école de management.

La situation est différente pour ceux qui, comme Tanguy, en terminale S à Angers, avaient prévu de partir plusieurs années à l'étranger. Cet hiver, il a postulé à HEC Montréal, école canadienne convoitée dont la formation dure quatre années après le bac. En février, ce lycéen profil « 16 de moyenne » reçoit la lettre d'admission, obtient son visa, signe à distance un bail pour une chambre à



Montréal dès cet été.

Mais, aujourd'hui, les rives du Saint-Laurent semblent encore très lointaines. Tanguy va commencer ses cours en ligne, depuis la France, pour quelques semaines ou quelques mois. « *Quand on prévoit tout à l'avance, et que tout est remis en question avec autant d'incertitudes, ça fait un grand vide* », explique le jeune homme de 18 ans, qui rêve de travailler en Amérique du Nord depuis un voyage en famille à New York.

### Rassurer

Commencer les cours à distance et voir si, par la suite, il est possible de voyager : c'est aussi ce que proposent Concordia ou l'université de Montréal. Cette dernière a inscrit plus de 2 000 jeunes Français de manière individuelle dans ses programmes pour la rentrée (les échanges de type Erasmus ont, eux, été suspendus). « *On va organiser des cours asynchrones, compatibles avec le décalage horaire* », indique Michèle Glémaud, directrice des admissions de l'université de Montréal. Une autre solution leur est proposée : faire la rentrée en janvier 2021.

Outre les départs de leurs élèves, une autre question inquiète les établissements français : les étudiants étrangers pourront-ils venir en France à la rentrée ? Ne vont-ils pas annuler à la dernière minute, en raison des restrictions liées aux frontières, du prix des billets d'avion, des mesures de quarantaine, des difficultés pour obtenir des visas ? Ou bien simplement en raison du climat général, peu propice aux longues aventures hors de sa zone de confort ?

Pour le moment, les universités n'observent pas d'annulations en cascade : l'heure est à l'attente. Il faut dire qu'elles portaient, par rapport aux années passées, avec une longueur d'avance. A la mi-mars, le nombre de candidats à des formations en France à la rentrée était en hausse... de 20 %, selon les

statistiques de l'agence gouvernementale Campus France. Des jeunes en provenance d'Afrique du Nord, du Brésil, des Etats-Unis, du Moyen-Orient... Et ce, malgré la hausse importante des frais de scolarité, mise en place l'année dernière (qui n'est pas appliquée par toutes les universités).

« *Au moment des inscriptions, l'Asie était déjà touchée par le nouveau coronavirus, il y avait eu les incendies en Australie, Donald Trump envoyait des signaux négatifs aux étrangers... Du coup, la France était en position de force, avec des frais de scolarité qui restent inférieurs à ceux d'autres pays* », affirme Béatrice Khaiat, la directrice de Campus France. Elle a lancé sur Internet une campagne pour rassurer les étudiants étrangers, et les convaincre de ne pas annuler leur venue.

Pour cela, elle peut compter sur le soutien des grandes écoles – d'ingénieurs ou de commerce –, pour lesquelles la question est cruciale, dans la mesure où ces établissements dépendent, bien davantage que les universités, des frais de scolarité payés par ces étudiants. « *La parade aux annulations et aux craintes des jeunes, c'est, pour les établissements, de proposer une solide offre de formations en ligne* », estime Richard Perrin, de l'Edhec.

C'est pourquoi les établissements jonglent en ce moment pour mettre au point des cursus à suivre à distance, de manière asynchrone, à la rentrée – en attendant que les jeunes qui seraient empêchés de venir sur le territoire puissent arriver en cours d'année. Mais tous n'ont pas les capacités financière, techniques et humaines de monter de coûteux cursus en ligne opérationnels dès septembre. Des discussions sont en cours entre les universités, afin de mutualiser un catalogue de formations.

Car, pour les universités, l'enjeu est aussi de taille : si l'aspect financier est moins crucial, les étu-

dians étrangers contribuent au rayonnement de la France, et au développement de ses capacités de recherche : la moitié des doctorants sont étrangers. Certains masters, en particulier dans les sciences, se remplissent en grande partie grâce à ces jeunes.

« *Sans eux se pose clairement la question de la soutenabilité de certains de ces masters* », souligne Mohamed Amara. « *Nous redoutons une baisse d'effectif. Si c'est conjoncturel, cela ira* », note Annick Allaigre, la présidente de Paris-VIII, qui accueille cette année 4 800 étudiants étrangers. Mais si cette crise était le début d'un nouveau paradigme de la mobilité étudiante internationale ?

C'est la question que tous se posent. Le développement des cours en ligne, accéléré par la crise, et les contraintes financières des étudiants pourraient favoriser le développement des « mobilités mixtes », où l'étudiant suivrait une partie du cursus depuis son pays, et viendrait ensuite pour des périodes plus resserrées dans le pays d'accueil. Plus de souplesse, des frais moindres à engager, des démarches simplifiées... L'agence Erasmus, en tout cas, promeut le concept. « *Beaucoup de formules de mobilité courtes, sur des durées d'un à trois mois, se développent* », observe Minh-Ha Pham, vice-présidente du groupement d'établissements Paris Sciences et Lettres. Sur ce format, l'institution propose ainsi des « écoles d'été » accueillant essentiellement des étudiants étrangers.

Les flux des étudiants pourraient aussi évoluer. Et accélérer une tendance déjà à l'œuvre depuis dix ans, à savoir l'accroissement des mobilités d'étudiants au sein d'une même zone géographique, notamment entre les pays du Sud. « *Cette crise sera sans doute un tournant. Elle devrait accélérer les mobilités plus locales, et l'essor de nouvelles destinations comme la Malaisie, l'Afrique du*



*Sud, le Maroc, le Sénégal... »*, estime Jean-Baptiste Meyer, spécialiste des mobilités étudiantes internationales à l'Institut de recherche pour le développement.

#### Erasmus virtuel

L'international pourrait ainsi s'appréhender autrement. C'est en tout cas le point de vue de l'agence européenne Erasmus, qui développe depuis 2018 un programme baptisé « Virtual Exchange » – qui en ce temps de pandémie offre une solution à ceux qui ne pourront pas se déplacer dans les mois à venir.

Le principe : l'étudiant suit chaque semaine un cours dans une classe à distance, en petit groupe. Environ 8 000 étudiants y ont participé en 2019. Cécilia, 20 ans, en master de santé publique à l'université de Bordeaux, a suivi au semestre dernier cet Erasmus virtuel, avec huit étudiants – des Irlandais, Libanais... Un cours, ou plutôt une discussion, en anglais, autour du thème des populismes. « *Ça ne peut pas remplacer un échange à l'étranger, mais ça permet de s'ouvrir à la perspective d'autres personnes, de pratiquer l'anglais. Le cours nous a conduits à discuter de nos identités, nos traditions politiques, nos histoires* », raconte Cécilia.

« *L'idée n'est pas de remplacer les séjours Erasmus. Mais, dans le contexte actuel, cet outil est plus facile à déployer que les mobilités physiques* », remarque Laura Hoskins, professeur d'anglais à l'université de Bordeaux, qui propose ce format depuis deux ans. *Et puis les étudiants peuvent développer des liens forts entre eux, même lors d'un cours en ligne. Alors qu'à contrario certains jeunes qui partent en Erasmus déplorent de n'avoir lié connaissance avec aucun étudiant du pays...* » Cécilia prévoit ainsi d'aller rendre visite à Esraa, l'étudiante égyptienne de son groupe, quand ce sera possible. Et prolonger ainsi ces liens virtuels dans la vie réelle. ■

JESSICA GOURDON

## La Conférence des présidents d'université conseille de limiter autant que possible les départs d'étudiants « hors Schengen »

### Les cours en ligne et les contraintes financières pourraient favoriser le développement des « mobilités mixtes »



ANNA WANDA GOGUSEY